



AMDH Nador

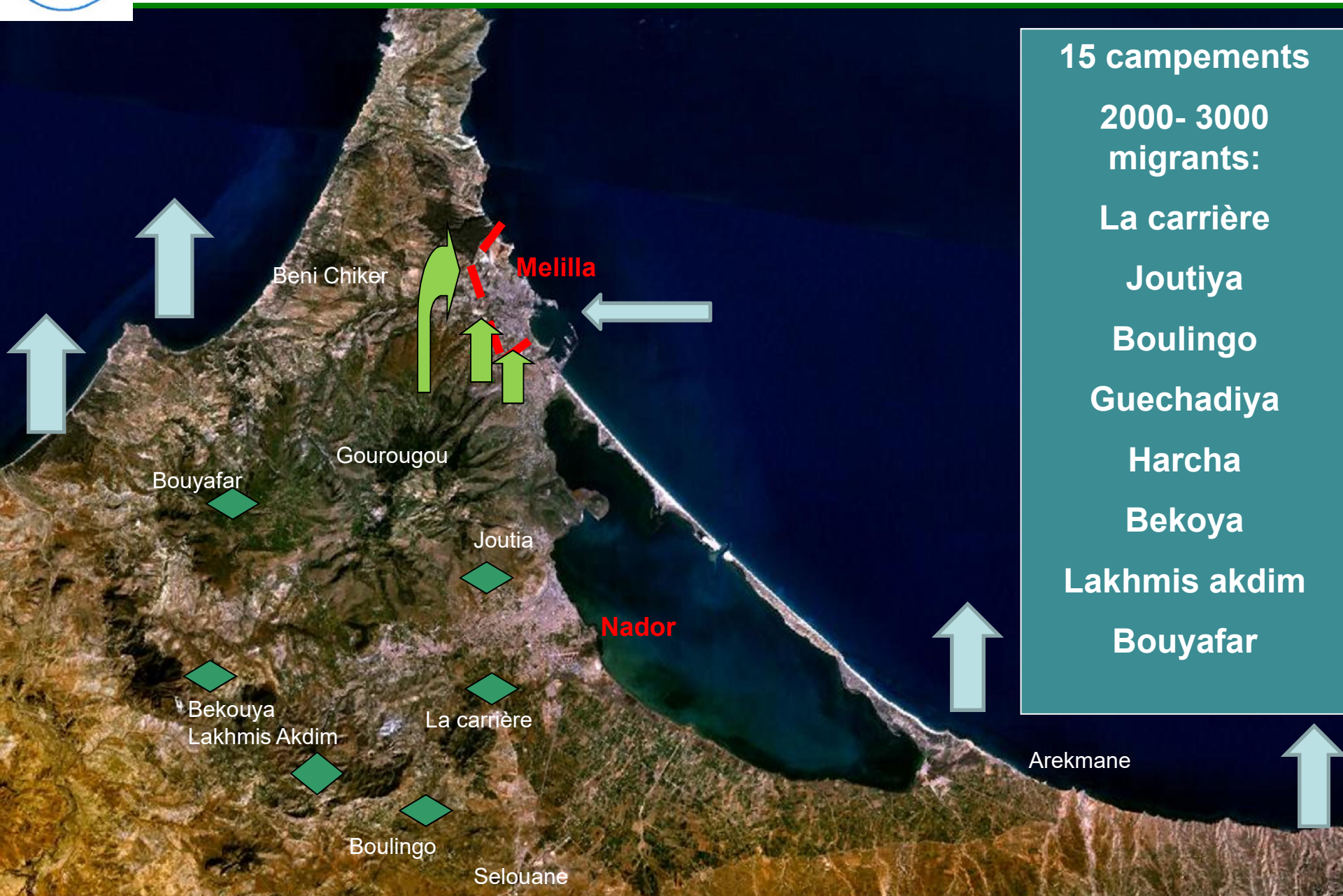
La situation des migrants et des réfugiés à Nador en 2018



AMDH Nador



Lieux de survie et voies de migration



15 campements

**2000- 3000
migrants:**

La carrière

Joutiya

Boulingo

Guechadiya

Harcha

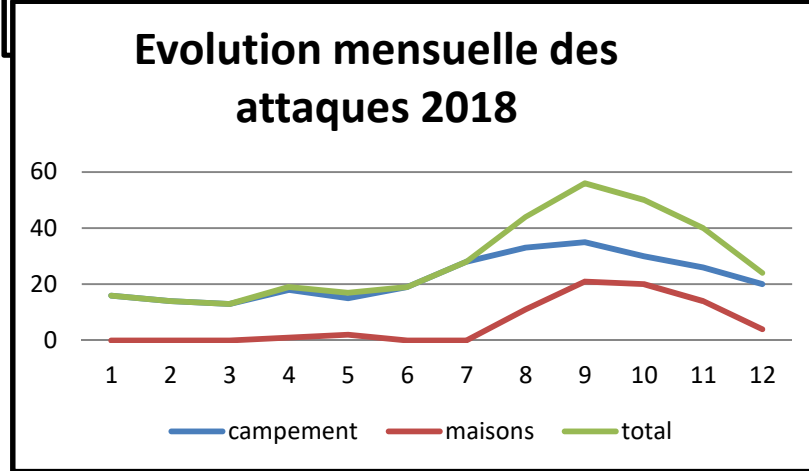
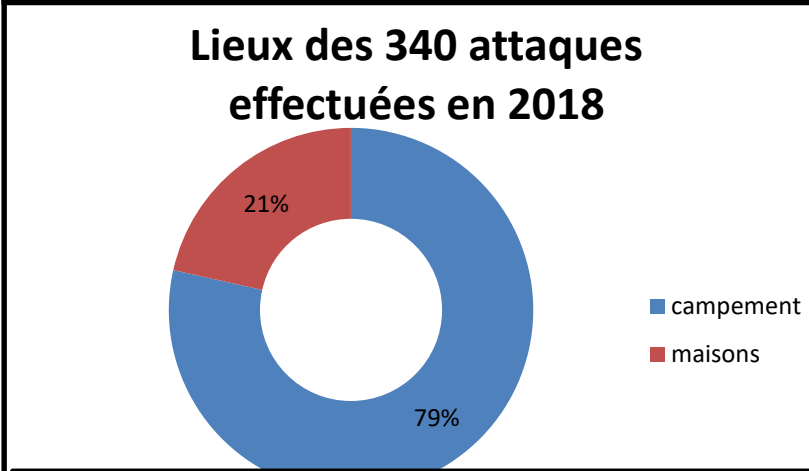
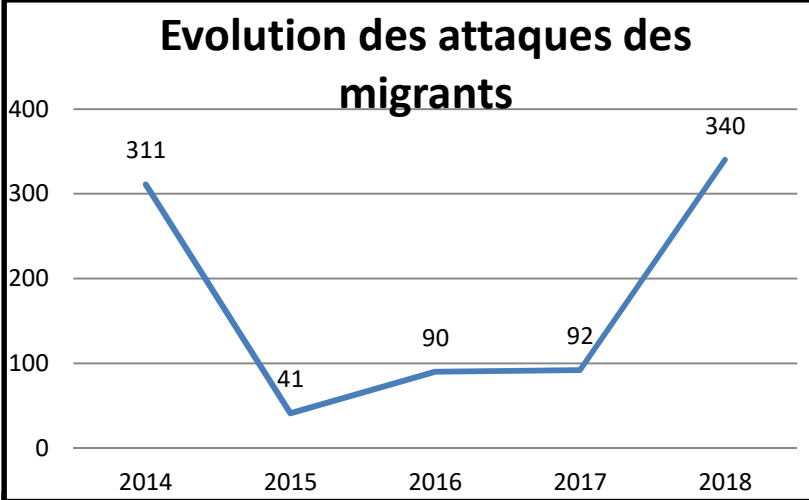
Bekoya

Lakhmis akdim

Bouyafar

Les attaques violents contre les migrants

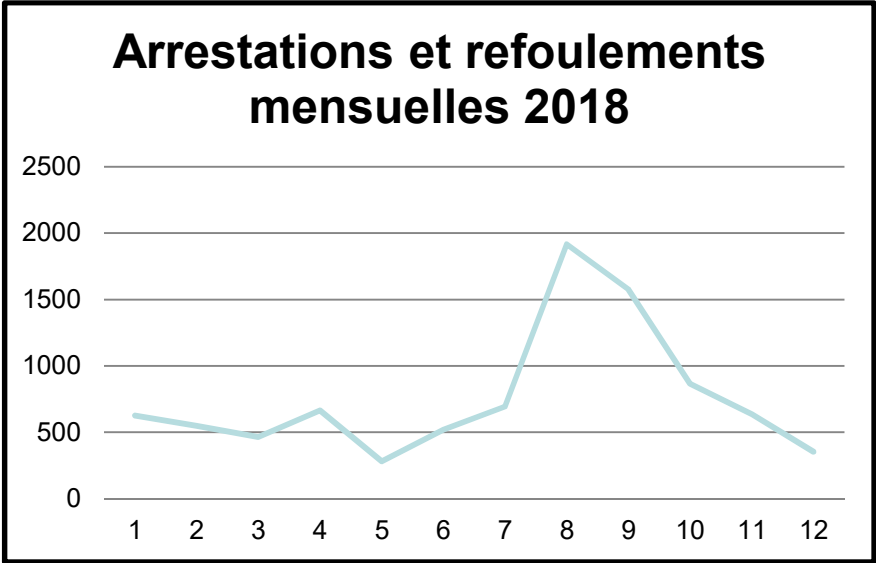
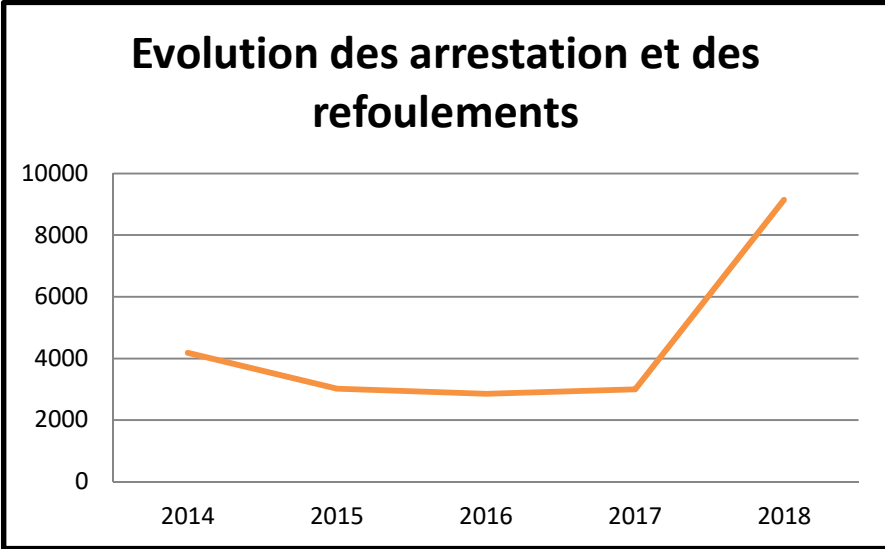
- Effectuées par des brigades spécialisées des forces auxiliaires, police et agents d'autorité.
- Des campements en foret et des maisons souvent après le passage d'avion de contrôle.
- Violences corporelles, destruction et incendie des abris.
- Deux tentatives de viol en 2018
- Dépouillement des migrants de leur téléphones, argents sans dresser de PV de saisie.
- Zéro régularisation sur les 260 demandes présentées.



Les arrestations et les refoulements



- Effectuées lors de l'attaque des campements et des maisons, des moyens de transport, des agences de transfert d'argents, les rues, des hôpitaux...
- Y compris les femmes et les enfants (loi 02-03) et les blessés.
- Y compris les migrants ayant des cartes de séjour ou des visas légaux.
- opérations effectuées pendant toute l'année avec une nette augmentation depuis aout 2018 à cause de la campagne de répression engagée dans tout le nord marocain.
- Près de 9100 arrestations à Nador
- Plus de 15000 à Tanger





Trois lieux d'enfermement illégaux

Ces arrestations de **faciès** ont fait de Nador une ville interdite pour les migrants subsahariens. Leur présence n'est tolérée qu'aux alentours des camps.

- **Le Commissariat central de Nador:** ouvert d'une manière permanente depuis 2015
- **Le siège de la Gendarmerie à Nador:** ouvert d'une manière permanente depuis 2015
- **Le centre d'Arekmane:** utilisé en 2015 puis depuis septembre 2018 pour enfermer les migrants arrêtés ou victimes de refoulements chauds en attente de leur expulsion (presque 3000 dont presque 700 migrants ont été expulsés vers leur pays).
- Privés de leur liberté hors de tout cadre juridique dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire ni les locaux de garde à vue. aucune décision écrite et motivée n'est notifiée aux intéressés, conformément **aux dispositions de la loi n°02-03 relative à l'entrée et au séjour des étrangers au Maroc.**

La durée d'arrestation varie de quelques jours à quelques semaines. **Hors de toute procédure judiciaire**, les migrants arrêtés font l'objet de prise de photos et d'empreintes en attendant la mobilisation de bus pour procéder à leur éloignement ou leur déportation.

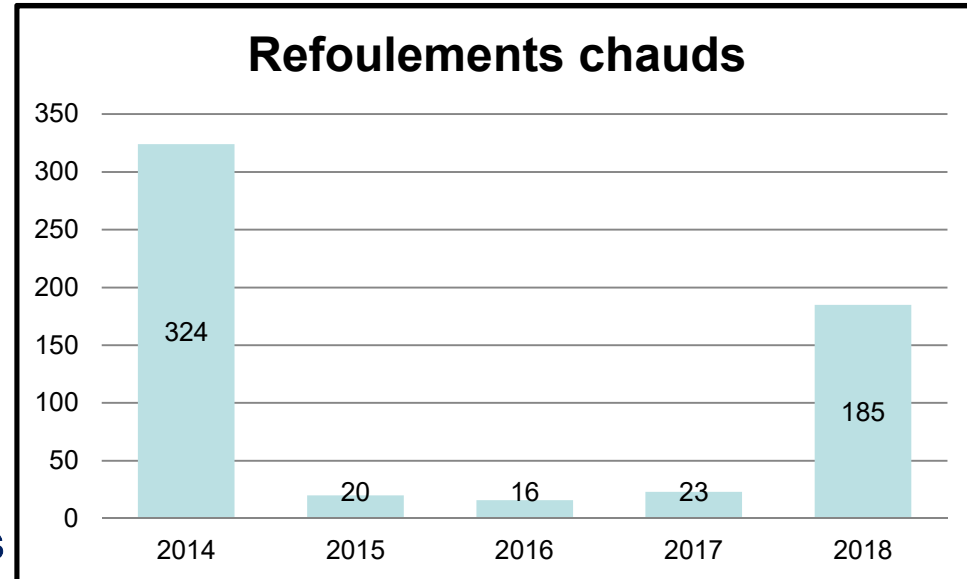
Subissent des violences et des traitements inhumains.

Le procureur général a classé toutes les plaintes d'AMDH Nador concernant la séquestration illégale des migrants dans ces centres.

Les refoulements chauds



- une pratique courante effectuée par :
 - mer au niveau des ports de Beni Ensar et Cap de l'eau.
 - Poste frontaliers avec Melilla.
 - Peuvent concerner des mineurs
 - Les plus importants:
 - le 21/7/2018: 34 migrants. Ils ont été renvoyés vers le port de Cap de l'eau
 - Le 28/8/2018: 30 migrants renvoyés à la plage de Chaïbi.
 - Le 29/9: 4 mineurs non accompagnés renvoyés de Melilla.
 - Le 23/10: 30 migrants renvoyés au port de Beni Ensar.
 - Le 24/10: 55 migrants renvoyés de Melilla vers Nador.



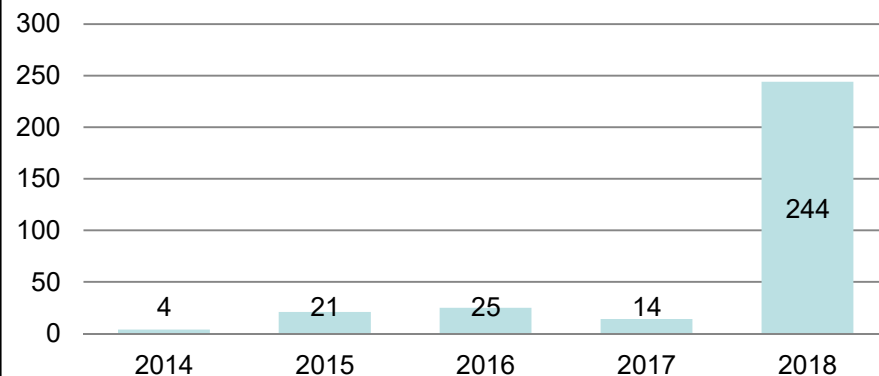
Les morts et les blessés



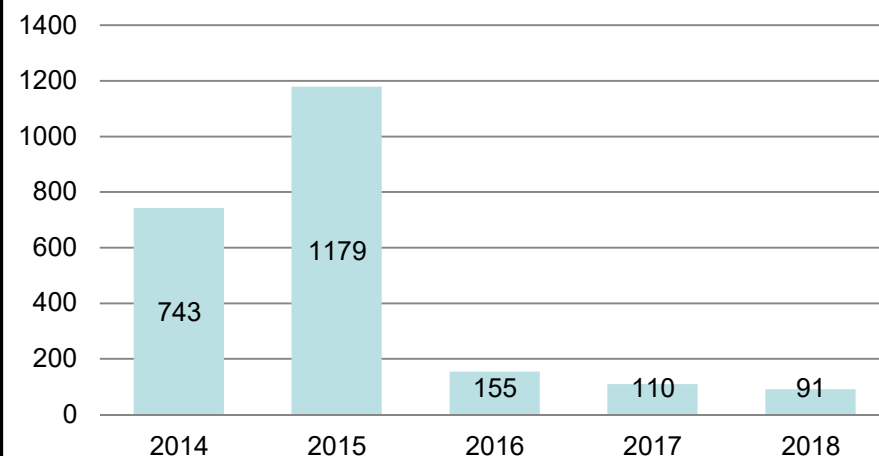
- Une migration de plus en plus meurtrière avec des records dans les cadavres 244 reçus à la morgue et des disparus et une diminution des blessés.
- Grand laxisme dans les opérations de secours et peu de financements dans le renforcement des moyens de secours.
- 5 morts dans les campements à cause des conditions de vie très difficile.
- 2 décès à la barrière et 2 morts pendant les refoulements en bus.
- Grandes difficultés dans l'identification des cadavres (moins de 5%).
- Leur inhumation dans des conditions inhumaines au cimetière de Nador.



Cadavres reçus à l'hôpital de Nador



Evolution des blessés à Nador



LES BOZAS

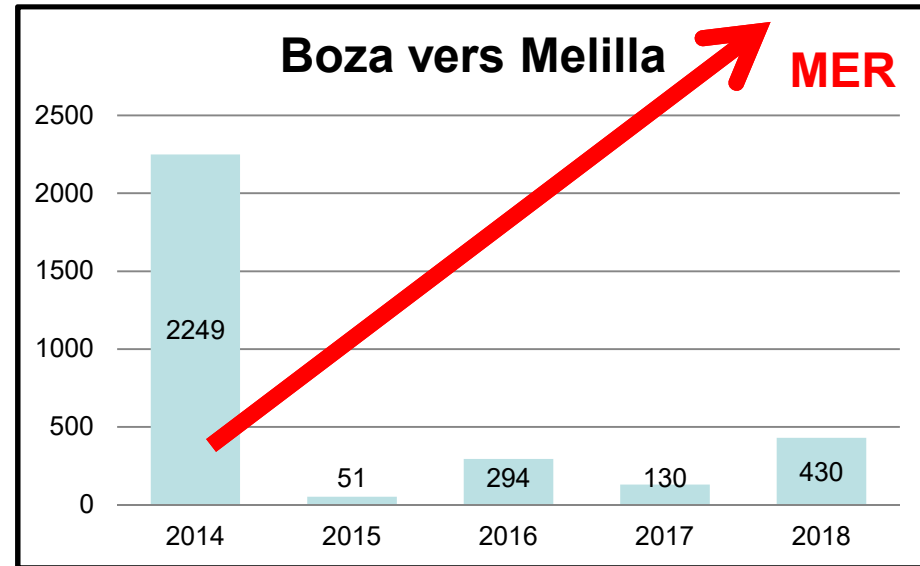


- Une diminution soutenue des bozas à travers la barrière depuis 2015 à cause des barrières à lames tranchantes, de la militarisation des frontières et la destruction du Gourougou.

En même temps, une nette augmentation des bozas par mer atteignant des chiffres records.

En trois années, on a passé d'une moyenne de 4000 bozas vers Melilla et Ceuta à des dizaines de milliers de bozas vers l'Espagne y compris le départ des jeunes marocains directement après la répression des contestations populaires du Hirak.

Résultats concrets des politiques migratoires UE et Marocaines qui, en construisant les barrières à Ceuta et Melilla, ont surtout favorisé le passage d'une migration gratuite, de pauvres à une migration payante et meurtrière.



INSTALLATION D'UN TRAFIC JUTEUX



- Les migrants subsahariens payent entre 2000 et 5000 Euros à des réseaux structurés de trafiquants (thiamo, intermédiaires, agence de voyage, agence de garantie, chefs de tranquilo...)
- Frappe le droit de circuler en le rendant si onéreux.
- Des violations graves en vers les migrants: exploitation sexuelle des femmes, refus de rembourser l'argent, menaces et violences, convoies dangereux, refus de donner aucune information concernant les morts et les disparus...
- Malgré la lettre d'AMDH au Ministre de l'Intérieur, aucun des grands trafiquants dénoncés n'a été arrêté.
- Au lieu d'arrêter ces grands trafiquants installés dans les grandes villes, les autorités marocaines traquent et arrêtent leur victimes (ces arrestations servent les intérêts des trafiquants et des autorités).
- En 2018, les autorités marocaines ont déclaré avoir arrêté 12 réseaux de trafiquants à Nador où des agents des forces auxiliaires étaient impliqués (le plus haut gradé était un commandant).
- Les enjeux financiers sont au centre de cette réalité voulue.

les réfugiés Syriens Yéménais et Palestiniens

- Pas de reconnaissance officielle en tant que réfugiés
- Interdiction par la force de se rapprocher du premier poste de contrôle marocain et d'accéder au bureau d'asile ouvert à Melilla.
 - des actes de torture dans les locaux du commissariat de Beni Ensar et de violences au niveau des postes frontaliers.
- Cette interdiction a ouvert la porte aux trafiquants qui agissent en toute liberté.
- Les autorités marocaines n'ont entrepris aucune mesure sérieuse pour arrêter ces trafiquants.
- Les tarifs déclarés diffèrent selon les personnes et le moyen utilisé et varient entre: 300-1200 Euros/personne.
- Existence de familles séparés de leurs enfants.
 - Pris en otage entre l'interdiction des autorités les tarifs fixés par les trafiquants et les dépenses quotidiens.



Le mineurs non accompagnés: entre traque, démission et exploitation des autorités

- L'échec du modèle de développement marocain, crise socio-économique avec une augmentation du chômage, une faillite des systèmes d'éducation, de santé... poussent de plus en plus de mineurs à prendre la route de la migration à travers la route Nador-Melilla : **presque 600 à Nador et Beni Ensar (Entre 12 à 18 ans qui ont arrêté leur cursus scolaire dès le primaire)**
- Méthodes dangereuses de migration causant des blessés graves. **Mort d'un mineur au centre de Melilla le 05 janvier 19.**
 - Victimes d'arrestations abusives et de refoulement; En 2018, AMDH a pu comptabilisé **20 campagnes d'arrestation à Nador et Beni Ensar, au cours desquelles près de 650 mineurs ont été arrêtés et refoulés vers l'intérieur du Maroc.**
 - Vivent dans la rue sans aucune intervention des autorités marocaines pour respecter les dispositions de la convention internationale des droits de l'enfant ratifié par le Maroc.
 - Tentatives des autorités espagnoles de financer la construction d'un **centre de rétention** pour recevoir les mineurs refoulés. Le 01 fev, le conseil communal rejette ce projet.
 - Dossier de plus en plus utilisé par les autorités de Melilla qui parlent d'une augmentation importante des arrivées. Alors que la dite augmentation est due principalement à la construction des barbelés autour du port de Melilla qui a diminué les départs.





Migration des Marocains et « Hirak » à Nador

- La région du Rif a connu en 2017 un large mouvement de contestation populaire suite à la mort de Mohcine Fikri. Ce mouvement pacifiste qui s'est mobilisé pour des revendications économiques sociales et culturelles, a été violemment réprimé par les autorités marocaines qui ont interdit les manifestations et arrêter plus de 1100 personnes y compris des enfants.
- **Parallèlement à cette répression; on a constaté une nette augmentation des départs de jeunes marocains vers l'Espagne ou vers Melilla. Pratiquement inexistant en 2016; ces départs ont connu une augmentation importante plus précisément après la grande manifestation du 20 juillet 2017 à Al Hoceima violemment réprimée par les autorités.**
- Malgré ces départs dont les statistiques exactes ne sont pas disponibles (des douars ont été vidés de leurs jeunes), les autorités n'avaient pas pris des mesures visibles et conséquentes pour bloquer cette hémorragie à l'instar de ce qu'elles font avec les migrants subsahariens.
- **Ce « laisser faire- laisser aller » est confirmé par le nombre de convoies arrêtés qui est de trois seulement en 2017 et 8 en 2018 (25 décès reçus à l'hôpital et plusieurs disparus).**
- Et c'est justement pendant cette période que les attaques des campements des migrants se sont multipliées. L'objectif des autorités était d'évincer provisoirement du marché de la migration payante une demande plus solvable des migrants subsahariens pour pousser les trafiquants à travailler avec cette nouvelle demande émanant des jeunes marocains.



Un jeu de statistiques bien rodé

- Augmenter le nombre des arrestations et des refoulements pour porter à croire que le Maroc et l'Espagne sont soumis à une grande pression migratoire. Sachant qu'un même migrant peut être arrêté et refoulé plusieurs fois pendant la même année:
- 88761 tentatives échouée en 2018 selon le ministère de l'intérieur marocain. 70571 migrants étrangers arrêtés en 2018 hausse de 37% par rapport à 2017, alors qu'il s'agit en fait des mêmes migrants arrêtés plusieurs fois.
- Le 14 février, les autorités espagnoles ont déclaré avoir arrêté 31000 mineurs qui ont tenté de s'infiltrer au port pour justifier la construction des barbelés autour du port.
- A quoi servent tous ces arrestations et refoulement au sud du Maroc si les migrants retournent dans 3 ou 4 jours à Nador: un acharnement gratuit qui sert la stratégie des autorités marocaines qui consiste à garder une certaine masse critique des migrants soumise pendant toute l'année à ce « jeu » d'arrestation et de refoulement pour montrer aux bailleurs de fonds le rôle de gendarme joué par le Maroc, mais aussi comme carte à jouer si les financements européens tardent .
- Minimiser ou ne pas parler du tout des morts et des disparus dans les statistiques officielles, bien qu'il s'agisse de la principale tendance dramatique des 3 dernières années.
- Augmenter le nombre de migrants secourus. Alors que le système de secours n'a connu aucune amélioration et aucun renforcement des moyens, malgré l'importance des financements débloqués . (l'Europe et le Maroc préfèrent financer les arrestations, les refoulements et les expulsions que les secours et la sauvegarde des vies humaines. 29751 migrants secourus en mer par les gardes côtes en 2018 (aucune photo ou vidéo).
- Minimiser ou ne pas parler du tout du nombre de refoulement chauds effectués, bien qu'il s'agisse de pratiques courantes entre les autorités espagnoles et marocaines .
- Augmenter les chiffres de trafiquants arrêtés pour dire que les autorités combattent les réseaux de trafic, alors qu'en réalité aucun grand trafiquant (y compris ceux qui ont été dénoncés par AMDH Nador) n'a été dérangé jusqu'à présent. 229 réseaux de passeurs arrêtés en 2018 selon le ministère de l'intérieur marocain.



- Sur les 140 Millions promus, Mme. Mogherini a déclaré le 17 janvier avoir transfère 30Millions. Une récompense qui est intervenue parallèlement à la grande opération d'arrestation engagée par les autorités depuis aout 2018.
- Les financements européens relatifs au dossier migration (contrairement aux autres financements de développement) semblent être les seuls financements que l'UE délivre au Maroc sans mettre en place aucun mécanisme de contrôle et de suivi de ces dépenses et surtout aucun souci pour l'évaluation du respect des droits des migrants et des demandeurs d'asile.
- Paradoxalement, les autorités marocaines fond tout pour garder Nador et tout le nord marocain zone interdite pour les organisations des droits humains, les journalistes (arrestation du correspondant de l'Agence Allemande de Presse, interdiction de conférences de presse d'AMDH Nador), les chercheurs et les activistes étrangers et parfois la presse marocaine qui veulent travailler sur la question migratoire.
- Deux raisons principales: cacher au maximum la gravité des violations commises, mais aussi cacher les vrais statistiques sur l'effectif des migrants, des arrestations, des refoulements, des morts pour demeurer le seul interlocuteur vis-à-vis des partenaires européens, d'où l'importance du travail des associations locales et surtout la nécessité de plaider auprès des autorités marocaines pour ouvrir tout le nord marocain au travail des associations de défense des droits humains, des journalistes et des activistes marocains et étrangers.



MERCI

Contacts

@amdhnador

34 rue Ceuta. Bloc Ialla Amina quartier Laari Cheikh Nador